

## Paraguay : Lugo a appelé au calme et a demandé de la patience aux paysans

08-11-2008

L'ex évêque s'est engagé à concrétiser la tant promise réforme agraire et à rénover la Cour Suprême et le procureur général de la Nation. Mais il devra négocier avec l'opposition pour pouvoir commencer au Congrès les jugements politiques.

Le président paraguayen, Fernando Lugo, faisait hier des pieds et des mains pour contenir la colère des sans terre. Après un mercredi de répression et de protestations, l'ex-évêque s'est réuni durant plusieurs heures avec les paysans. Il leur a demandé de la patience et s'est engagé à réaliser leurs deux revendications : concrétiser la tant promise réforme agraire et rénover la Cour Suprême et le procureur général de la Nation. "Le président est totalement d'accord (avec les revendications)", a dit à ce journal le sénateur Carlos Filizzola, au sortir de la réunion avec l'ex évêque. Mais l'engagement du mandataire n'est pas suffisant. Il devra négocier avec l'opposition pour obtenir les deux tiers dont il a besoin dans les deux Chambres pour commencer les procès politiques contre toute la hiérarchie judiciaire. Sur la Place Italia, au centre d'Asunción, plus de six mille paysans attendaient hier soir, impatients, la réponse du président. Ils sont arrivés dans la capitale il y a deux jours pour faire en sorte que leur homme au gouvernement se dépêche. Ils ont campé sur la place et mercredi ils ont marché jusqu'au Ministère Public pour demander le renoncement du procureur général et des juges de la Cour qu'ils considèrent complices de la répression des grands propriétaires fonciers. Depuis la fin de la dictature d'Alfredo Stroessner et jusqu'en 2005, 75 dirigeants paysans ont été exécutés, deux ont disparu et plus de sept mille ont été inculpés pour protester, selon un rapport de l'organisation paraguayenne de défense des droits humains Codehupy. Avant-hier, comme dans les vieilles époques coloradas (référence au parti Colorado, NdT), la police a réprimé les paysans. Ils ont lancé des gaz lacrymogènes pour les disperser et après ont distribué des coups de bâtons et des balles de gomme. Il y a eu 62 paysans et 19 policiers blessés. Lugo n'a pas ouvertement répudié la répression, mais le jour suivant, il a ouvert, la porte de la résidence présidentielle aux dirigeants paysans. "Nous savons que Lugo a du courage. Il veut nous appuyer, mais dans le Congrès il est entouré de gens de l'ancien régime. Nous sommes ici pour demander des changements, mais aussi pour soutenir notre président", a expliqué au téléphone Pedro Caballero, président de la Coordonation de Producteurs Agricoles du département de San Pedro, sur la place Italia. Il s'est mis en colère et s'est ému. Pour la première fois, a-t-il dit, les changements semblent possibles. "Mais ce ne sera pas facile. Lugo est très isolé dans le gouvernement", a ajouté le dirigeant paysan. Caballero et les autres paysans qui attendaient hier soir savent que leurs revendications ont été durant beaucoup de temps celles de l'ex-évêque. Lugo a sauté à la scène nationale en 2006, quand il a été à la tête d'une marche massive à Asunción contre la Cour Suprême "fidèle" au président de l'époque Nicanor Duarte Frutos. Plus tard, dans sa campagne électorale, il a fait de la réforme agraire le pilier de son gouvernement futur. Il a promis de récupérer les terres acquises illégalement durant la dictature et de redistribuer des milliers d'hectares à ses compagnons de lutte paysanne.

Le mois passé, les sans terre ont décidé qu'il fallait donner une impulsion au nouveau gouvernement et ont relancé les invasions. A San Pedro, le berceau politique de Lugo, quelques voix radicales ont menacé d'expulser tous les brasiguayos, comme sont connus les propriétaires fonciers brésiliens qui contrôlent, avec les transnationales, le business du soja. Dans la dernière décennie, le Paraguay s'est installé comme le quatrième exportateur mondial, laissant de grands dividendes pour les grands propriétaires fonciers et peu de terres pour les paysans. Actuellement un pour cent contrôle plus de 80 pour cent des terres cultivables du pays.

Hier Lugo s'est réuni avec ses ex-collègues du clergé. Les évêques de tout le pays lui ont rappelé la situation désespérante de milliers de paysans et le mandataire leur a présenté le paquet de mesures qu'il a décidé avec les sans terre. "Nous allons ajouter dans le budget national un plan de contingence sociale. En attendant que nous avançons avec le cadastre, nous allons donner une aide médicale, éducative et technique aux secteurs les plus faibles. De plus, le gouvernement est disposé à acheter des terres pour les redistribuer", a expliqué le sénateur Carlos Filizzola. María Laura Carpineta, Pagina/12, 07 novembre 2008. <http://www.pagina12.com.ar/diario/elmundo/4-114601-2008-11-07.html> Traduit par <http://amerikenlutte.free.fr>